

## CONDITIONS GENERALES DE VENTES – PIOLA SAS

Les ventes consenties par la société PIOLA, sise 30-32 rue Troyon 92310 Sevres (France), enregistrée sous le RCS Nanterre sous le n° 525 162 087 (ci-après le « Fournisseur ») à tout acheteur professionnel (ci-après « l'Acheteur ») sont soumises aux présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « CGV »), composées des présentes et du Tarif applicable. Elles annulent et remplacent toutes conditions antérieures et s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019.

**1. APPLICATION** - Les CGV constituent le socle unique de la négociation commerciale et prévalent sur tout document de l'Acheteur, notamment des éventuelles conditions générales d'achat. Le Fournisseur et l'Acheteur peuvent déroger aux CGV en établissant des conditions particulières signées par les deux parties.

**2. COMMANDE** - Toute commande passée par l'Acheteur implique l'acceptation sans réserve des CGV. Une quantité minimum par référence peut être exigée et indiquée dans des conditions particulières. Toute commande n'est réputée avoir été acceptée par le Fournisseur qu'après confirmation écrite de sa part. L'acceptation par le Fournisseur de toute commande peut notamment être subordonnée : (a) à la disponibilité des produits objet de la vente, (b) à la présentation par l'Acheteur de garanties financières suffisantes, le Fournisseur se réservant la possibilité de demander à l'Acheteur de lui communiquer des documents comptables afin d'apprécier sa solvabilité, (c) ou au parfait respect des conditions de paiement des précédentes commandes ou de l'un quelconque des engagements souscrits aux présentes.

**3. MODIFICATION / ANNULATION DE COMMANDE(S)** - En cas de demande de modification ou d'annulation partielle ou totale d'une commande par l'Acheteur, celle-ci devra être adressée par écrit, au plus tard trente (30) jours ouvrés après la date de commande. Dans le cas où l'Acheteur annulerait tout ou partie d'une commande hors délai, il devra régler au Fournisseur, à titre de pénalité, un montant égal à 20% de la valeur HT des produits annulés.

**4. PRIX** - Le prix de la vente est fixé selon le Tarif en vigueur lors de la réception de la commande de l'Acheteur. Ce prix peut être modifié en cas d'augmentation des coûts de revient à due proportion et est alors communiqué par tout moyen à l'Acheteur, qui pourra toutefois annuler sa commande.

**5. PAIEMENT** - Toute commande doit être payée dans un délai de 60 jours nets à compter de la date d'émission de la facture (qui correspond à la date d'expédition des produits). Le paiement du prix à échéance doit être réalisé par prélèvement SEPA B to B ou lettre de change relevée. Le paiement effectué (par tout moyen) dans les 10 jours suivant la date d'émission de la facture donne droit à un escompte de 1%. La compensation étant exclue, toute déduction non préalablement convenue par écrit avec le Fournisseur constitue un défaut de paiement. A défaut de paiement à l'échéance, le Fournisseur applique de plein droit des intérêts de retard calculés sur la base d'un taux annuel de 15% du montant TTC des factures restant à payer. En outre, tout défaut de paiement à échéance entraîne de plein droit, à titre de pénalité, une majoration de 15 % du montant TTC des factures restant à payer, sans préjudice des dommages et intérêts éventuels. Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L441-3 et L441-6 du Code de Commerce, tout retard de paiement emporte de plein droit l'application d'une indemnité forfaitaire, pour frais de recouvrement, d'un montant de quarante (40) euros par facture non payée à l'échéance. Si ces frais sont supérieurs, le montant de cette indemnité est majoré des frais réels de recouvrement. Le non-paiement d'une seule échéance rend immédiatement exigible le paiement du reliquat et des autres factures, même non encore exigibles. En cas de défaut de paiement et/ou de modification des conditions de garanties octroyées, le Fournisseur peut subordonner la poursuite de la livraison à un paiement comptant ou à la mise en place de garanties suffisantes. A défaut, le Fournisseur est en droit d'annuler la commande sans indemnité pour l'Acheteur. Dans le cadre de l'article 289 VII 2° du CGI relatif aux factures sécurisées au moyen d'une signature électronique qualifiée l'Acheteur accepte de recevoir les factures sous forme électronique à une adresse électronique spécifique. Les factures électroniques tiennent lieu de factures d'origine au sens de la réglementation fiscale. La mise en place de la facturation électronique par le Fournisseur n'exonère pas l'Acheteur de ses obligations légales et réglementaires quant à la réception et l'archivage par ses soins de ses factures électroniques dans leur format original, des signatures électroniques qui leur sont attachées, ainsi que des certificats électroniques attachés au document, nécessaires à la vérification des dites signatures, le Fournisseur déclinant toute responsabilité dans ce cadre.

**6. LIVRAISON** - Le délai de livraison indiqué par le Fournisseur au moment de la commande n'engage pas celui-ci. Aucun dédommagement n'est dû dans l'hypothèse d'un retard de livraison. Sauf indication contraire dans le Tarif applicable, la livraison est régie selon l'incoterm CIP (« Carriage and Insurance Paid to ») - incoterms 2010) / Port Payé, assurance comprise jusqu'au lieu de livraison convenu.

**7. TRANSFERT DES RISQUES** - Le transfert des risques intervient dès la remise des produits au transporteur aux fins d'expédition.

**8. CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE** - Le transfert de propriété des produits vendus est différé jusqu'au paiement intégral de leur prix. Les produits ne peuvent être l'objet d'un gage ou d'un transfert de propriété

jusqu'à leur paiement intégral. Les produits en possession de l'Acheteur sont présumés être ceux impayés.

**9. RECEPTION** - Pour être valide, toute réclamation relative aux produits doit être écrite par l'Acheteur sur le bon de livraison, puis confirmée au Fournisseur et au transporteur par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois jours ouvrés, à peine de forclusion de la demande. En cas de réclamation acceptée par le Fournisseur, les produits sont conservés par l'Acheteur et leur prix révisés par le Fournisseur. Tout retour de produit est soumis à l'accord préalable et écrit du Fournisseur et doit avoir lieu dans un délai de dix jours suivant cet accord, sous la responsabilité de l'Acheteur, et ne peut donner lieu au versement d'une quelconque indemnité ; les produits sont alors remplacés par des produits substituables à ceux commandés. A défaut de remplacement, les produits font l'objet d'un avoir à valoir sur des ventes ultérieures.

**10. RESPONSABILITÉ** - La responsabilité du Fournisseur, sauf en cas de faute lourde ou intentionnelle, est, dans tous les cas limitée à la réparation du préjudice direct subi par l'Acheteur, à l'exclusion des dommages indirects, matériels ou immatériels, consécutifs ou non consécutifs (ceci incluant, sans que cela soit limitatif : perte de chiffre d'affaires, perte de bénéfices...). Sous réserve des dispositions légales en vigueur, le montant maximum des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le Fournisseur à l'Acheteur est limité, toutes causes confondues, au prix des produits concernés.

**11. CLAUSE D'EXCEPTION D'INEXECUTION** - Toute inexécution par l'Acheteur des obligations résultant des CGV (notamment refus de prendre la livraison ou défaut de paiement à l'échéance) entraîne de plein droit la suspension de l'exécution des commandes en cours et l'exigibilité immédiate de la créance du Fournisseur pour la totalité de son montant

**12. CONVENTION ANNUELLE** - La signature des CGV par les Parties vaut convention écrite annuelle prévue à l'article L441-7 du Code de Commerce, indiquant les obligations auxquelles se sont engagées les Parties en vue de fixer le prix à l'issue de la négociation commerciale.

**13. FORCE MAJEURE** - Sont considérés comme cas de force majeure les cas habituellement reconnus comme tels par la jurisprudence française. Ils peuvent être invoqués pour justifier de l'inexécution des obligations si la partie défaillante a informé l'autre partie de la survenance d'un tel événement dans un délai de dix jours par tout moyen. Les obligations incombant à chacune des parties reprendront leur cours dès que l'événement constitutif de cas de force majeure aura cessé. Si le cas de force majeure dure plus de trois mois ou s'il rend la vente définitivement impossible, la vente est caduque.

**14. PROPRIETE INTELLECTUELLE** - Les produits vendus par le Fournisseur sont revêtus de marques déposées et les dessins et modèles de ces produits sont protégés par le droit de la propriété intellectuelle. Ces produits sont destinés à être commercialisés par l'Acheteur dans un environnement qui ne soit pas susceptible d'affecter leur image et uniquement afin d'assurer la commercialisation de ces produits auprès des consommateurs. L'Acheteur s'interdit d'utiliser la ou les marque(s) relatives aux produits au-delà de ce qui pourra être autorisé par le Fournisseur ; en particulier, il ne devra en aucun cas reproduire les marques commercialisées par le Fournisseur sans autorisation préalable (l'Acheteur s'interdit notamment de faire usage de la marque à titre d'enseigne, sur ses cartes de visite, une url de site internet, à titre de dénomination sociale...).

**15. VENTE PAR INTERNET** - L'Acheteur ne peut procéder à la vente des produits par le biais d'Internet qu'à condition de respecter les normes de qualité imposées par le Fournisseur pour la revente de ses produits et d'obtenir du Fournisseur la validation écrite des éléments visuels présentant les produits et/ou la marque des produits.

**16. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES.** Les données personnelles qui pourraient être demandées par le Fournisseur à l'Acheteur sont indispensables au bon traitement de la commande ou au respect des obligations légales. L'accès aux données personnelles sera strictement limité aux employés du Fournisseur, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions. Elles pourront également être communiquées à des tiers liés au Fournisseur par contrat pour l'exécution de services sous-traités (ex. transporteur), sans que l'autorisation de l'Acheteur ne soit nécessaire. Les données personnelles sont conservées aussi longtemps que nécessaire pour l'exécution des commandes et des garanties associées. L'Acheteur dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime, en s'adressant au responsable de traitement chez le Fournisseur à l'adresse électronique suivante : [dpo@grouperoyer.com](mailto:dpo@grouperoyer.com). En cas de réclamation, l'Acheteur peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;

**17. LOI APPLICABLE** - Les CGV et les ventes qu'elles régissent sont soumises à la loi française à l'exclusion de la Convention de Vienne. En cas de traduction des CGV, seule la version française fait foi.

**18. ATTRIBUTION DE JURIDICTION** - Tout différend relatif aux CGV, y compris leur validité, leur interprétation, leur exécution ou leur résiliation, est soumis à la compétence du Tribunal de Commerce de Rennes, nonobstant pluralités de défendeurs et appel en garantie y compris pour les procédures d'urgence et les procédures conservatoires, en référé ou sur requête. A l'exception de ce qui précède, le Fournisseur se réserve le droit de soumettre le litige au tribunal du siège social de l'Acheteur.

**Nom & fonction du signataire :**

**Date de signature/réception :** / /

**Signature :**

**Cachet de l'entreprise :**

## TRADE TERMS – PIOLA SAS

The sales made by PIOLA, company based in 30-32 rue Troyon 92310 Sevres (France), registered under RCS Nanterre 525 162 087 (hereinafter the "Supplier") to any professional buyer (hereinafter the "Buyer") are subject to these General Terms and Conditions of Sale (hereinafter "CGV"), which comprise this document as well as the Price List in force. They cancel and supersede all previous conditions and shall apply as of 1<sup>st</sup> December 2019.

**1. APPLICATION** – These General Terms and Conditions of Sale form the basis of all commercial negotiations and prevail over any clause that may be contained in the Buyer's documents, notably all general purchasing conditions, if any, or similar documents. The Supplier reserves the right to derogate from certain provisions contained herein depending on the negotiations being conducted by the Buyer, by setting up other specific conditions.

**2. ORDER** – Any order placed by the Buyer involves acceptance without reservations of the CGV. A minimum number pairs per SKU, indicated under special conditions, may be required for "pre-season" orders; these shall be, where applicable, subject to special conditions. All orders shall be deemed to have been accepted by the Supplier only after written confirmation by the Supplier. The acceptance by the Supplier of any order may be subject in particular to: (a) the availability of the products the sale concerns, (b) the presentation by the Purchaser of sufficient financial guarantees; the Supplier reserves the right to request accounting documents from the Purchaser in order for it to assess its solvency, or (c) the complete fulfilment of the terms and conditions of payment of previous orders or any of the obligations herein assumed.

**3. MODIFICATION / CANCELLATION OF ORDER(S)** – In case of a partial or total modification or cancellation of an order by the Buyer this must be notified in writing not later than thirty or (30) working days after the date on which the order was placed. Should the Buyer cancel all or part of the order after the deadline for cancellation has expired, it must pay to the Supplier, by way of penalty, an amount equal to 20 % of the value (exclusive of tax) of the canceled products.

**4. PRICE** – The selling price is set based on the Price List then in force when the Buyer's order is received. This price may be modified in case of an increase in the cost price in due proportion, and then is communicated by all means available to the buyer, who, however, is entitled to cancel its order.

**5. PAYMENT** – Any order must be paid within 60 days of the date of issuance of the invoice (which corresponds to the shipping date). The payment of the goods has to be made, on the due date, by direct debit (SEPA B to B). Any payment made within 10 days following the date of issue of the invoice entitles the Buyer to a 1% discount & can be made by any other means. Since invoice offset is excluded, any deduction not previously agreed with the Supplier in writing is equivalent to a failure of payment. In case of failure to pay the amount as it falls due, the Supplier charges as of right interest for late payment calculated on the basis of a 15% annual interest rate on the invoice amounts (tax included) still outstanding. In addition, any failure to pay results as of right, by way of penalty, in a 15% increase in the amount (tax included) still due. In addition, in accordance with the provisions of articles L441-3 and L441-6 of the French Commercial Code, any late payment entails by operation of law, application of a lump sum payment to cover collection fees amounting to forty (40) Euros per invoice not paid on the due date. If the actual collection fees are greater, the amount of this indemnity is increased accordingly. Failure to pay one installment renders the outstanding balance and all other invoices payable immediately, although not yet due. In case of failure to pay and/or of an amendment to the guarantee provisions granted, the Supplier is entitled to make further deliveries conditional upon a payment in cash or the provision of sufficient financial guarantees. Failing that, the Supplier is entitled to cancel the order without having to pay any compensation to the Buyer. Within the scope of article 289 VII 2° of the French General Tax Code relating to invoices secured by means of a qualified electronic signature, the Purchaser agrees to receive invoices electronically, transmitted to a specific electronic address. The electronic invoices will serve as original invoices within the meaning of the tax legislation. The implementation of electronic invoicing by the Supplier does not exempt the Purchaser from its legal and regulatory obligations in terms of the reception and its archiving of its electronic invoices in their original format, the electronic signatures attached to them, and the electronic certificates attached to the document required to verify these signatures; the Supplier disclaims any liability in this regard.

**6. DELIVERY** – The delivery period indicated by the Supplier at the time of the order is not binding. No compensation will be due in the event of a delivery delay. Unless indicated otherwise in the applicable tariff, the delivery will be subject to the incoterm CIP ("Carriage and Insurance Paid To" - Incoterms 2010), to the agreed place of delivery.

**7. TRANSFER OF RISK** – The transfer of risks takes place upon the handover of the products to the carrier for shipment.

**8. RETENTION OF TITLE** - Transfer of ownership of the products sold is postponed until they have been fully paid for. Products may not be pledged or be subject to a transfer of ownership until they have been

paid for in full. Products in possession of the Buyer are deemed to be yet unpaid.

**9. RECEIPT** - To be valid, any claim relative to the products must be duly recorded by the Buyer on the product delivery docket, then confirmed within three workdays to the Supplier and to the forwarding agent by registered letter with acknowledgement of receipt, under pain of foreclosure. If the claim is accepted by the Supplier, products are kept by the Buyer and their price is discounted as determined by the Supplier. In addition, any product returns are subject to prior written approval of the Supplier and must take place under the responsibility of the Buyer within ten days following this agreement and do not give rise to payment of compensation. If the Supplier agrees, products are replaced by other products substitutable for those ordered. If they are not replaced, the returned products are refunded by the Supplier's issuing a credit note, which can be used against subsequent orders.

**10. LIABILITY** – The Supplier's liability, except in case of intentional or gross fault, is, in all circumstances, be limited to compensating the Buyer for the direct loss suffered, to the exclusion of indirect material damage or financial losses, consecutive or otherwise (including, without this being limitative, loss of revenue, loss of profits, etc.). Subject to the legal provisions in force, the maximum amount of damages that might be due by the Supplier to the Buyer is limited, whatever the cause, to the price of the relevant products.

**11. EXCEPTION CLAUSE IN CASE OF NON-FULFILMENT** – Any failure on the part of the Buyer to fulfill the obligations arising from the CGVs (including refusal to take delivery of the products or failure to pay for them when payment is due) results by operation of law in the fulfillment of outstanding orders being suspended and in the Supplier's claim being payable forthwith for the full amount.

**12. ANNUAL AGREEMENT** – The signing on a yearly basis of those annual CGV by the Parties constitutes a written agreement as provided for by article L.441-7 of the French Commercial Code setting forth the obligations incumbent upon the Parties with a view to setting the price at the end of business negotiations.

**13. FORCE MAJEURE** – Force majeure may be relied upon to justify non-performance of obligations if the defaulting party has informed the other party by any means available of the occurrence of such an event within ten days. The obligations incumbent on each of the parties resume as soon as the event constituting the case of force majeure has ceased. If the event of force majeure should last more than three months or if it makes it definitively impossible to sell, the sale is null and void.

**14. INTELLECTUAL PROPERTY** – Products sold by the Supplier are designated by registered trademarks and their designs and models are protected by intellectual property law. These products are intended for sale by the Buyer within an environment that is not likely to affect their image, and only in order to sell those products to consumers. The Buyer refrains from using the brand(s) relating to the products beyond what is authorized by Supplier, solely in order to sell its products to consumers. In particular, the Buyer shall not be allowed in any way to copy the brands sold by the Supplier without prior authorization (The Buyer refrains from using the brand as sign or banner, on his visiting cards, on a website URL or as a company name, etc.).

**15. WEB-BASED SELLING** – The Buyer does not sell the products on the web, except if the Buyer comply with the quality standards imposed by the Supplier for the resale of its products on the web and obtain the Supplier's agreement as to the visual elements showing the products or the brand name.

**16. DATA PROTECTION** – The personal data that might be requested from the Purchaser by the Supplier are essential to ensure the processing of the order or compliance with legal obligations. Access to personal data will be strictly limited to those employees of the Supplier authorised to process such data on account of their roles. The data might also be communicated to third parties linked to the Supplier by a contract for the provision of outsourced services (eg. carrier), without requiring the authorisation of the Purchaser. Personal data will be retained for as long as necessary to fulfil the orders and the associated guarantees. The Purchaser has the right of access, rectification, erasure and portability on its data, as well as the right to object to the processing of its data on legitimate grounds. It may do so by contacting the Supplier's data controller at the following electronic address: [dpo@grouperover.com](mailto:dpo@grouperover.com). For any complaints, the Purchaser may contact the *Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés* (the French Data Protection Authority, abbreviated to the CNIL).

**17. APPLICABLE LAW** - These CGV and the sales governed by them are subject to French law to the exclusion of the Vienna Convention. In case of translation into another language, only the French version is legally valid.

**18. PLACE OF JURISDICTION** – Any dispute relating to the CGV or to the sales agreements derived therefrom, including their validity, construction, performance or termination is subject to the jurisdiction of the Rennes Commercial Court, in France, notwithstanding multiple defendants and the introduction of third parties, including for summary and protective proceedings, proceedings for interim relief or on application. With the exception of the foregoing, the Supplier reserves the right to submit the dispute to the court of the Buyer's registered office.

Signatory's name & position :

Date of signature/réception : / /

Signature :

Customer's stamp :

Le vendite effettuate dalla società francese PIOLA 30-32 rue Troyon 92310 Sevres (France) RCS Nanterre 525 162 087, (di seguito, per brevità, il "Fornitore") agli acquirenti professionisti (di seguito, per brevità, l'"Acquirente") sono regolate dalle presenti Condizioni Generali di Vendita, unitamente alle Tariffe applicabili. Le presenti Condizioni Generali di Vendita annullano e sostituiscono ogni altro termine o condizione contrattuale altrove contenute e si applicheranno alle forniture effettuate a partire dall'1/12/2019.

**1. OGGETTO** – Le presenti Condizioni Generali di Vendita costituiscono la base delle negoziazioni commerciali e prevalgono su ogni altra condizione applicata dall'Acquirente, quali, a titolo esemplificativo le eventuali condizioni generali di acquisto applicate dallo stesso o altri documenti equipollenti. Il Fornitore si riserva il diritto di derogare a talune clausole delle presenti Condizioni Generali di Vendita, in funzione delle trattative condotte con l'Acquirente, con l'applicazione di condizioni particolari.

**2. ORDINE** – Tutti gli ordini effettuati dall'Acquirente comportano l'accettazione senza riserve delle Condizioni Generali di Vendita. Un minimo d'ordine di paia per codice articolo, indicato in condizioni particolari, potrà essere richiesto per gli ordini "pre-stagionali". Gli ordini saranno considerati come all'accettazione di qualsiasi ordine da parte del Fornitore può essere soggetta in particolare alle seguenti condizioni: (a) la disponibilità dei prodotti da vendere, (b) la presentazione da parte dell'Acquirente di sufficienti garanzie finanziarie; il Fornitore si riserva il diritto di chiedere all'Acquirente di fornirgli i documenti contabili per valutare la sua solvibilità, (c) o il pieno rispetto delle condizioni di pagamento degli ordini precedenti o di uno qualsiasi degli impegni sottoscritti con il presente accettati dal Fornitore solo previa conferma scritta da parte dello stesso.

**3. MODIFICHE / ANNULLAMENTO DEGLI ORDINI** – Nel caso di richiesta di modifica o di annullamento parziale o totale di un ordine proveniente dall'Acquirente, tale richiesta dovrà essere inviata per iscritto, al più tardi entro trenta (30) giorni lavorativi (dal lunedì al venerdì) dalla data dell'ordine. Qualora l'Acquirente annullasse in tutto o in parte l'ordine oltre il predetto termine, dovrà corrispondere al Fornitore, a titolo di penale, un importo pari al 20% del valore tasse escluse del relativo ordine.

**4. PREZZO** – Il prezzo di vendita è determinato dalle Tariffe in vigore alla data di ricevimento dell'ordine dell'Acquirente. Detto prezzo potrà essere modificato in caso di aumento dei costi di produzione in misura proporzionale a detto aumento e sarà comunicato con ogni mezzo all'Acquirente.

**5. PAGAMENTI** – Tutti gli ordini dovranno essere saldati entro il termine di 60 giorni a decorrere dalla data di emissione della fattura (che corrisponde alla data di spedizione dei prodotti). Il pagamento del prezzo alla scadenza dovrà essere effettuato mediante bonifico SEPA B to B. Il pagamento eseguito entro 10 giorni dalla data di emissione della fattura dà diritto a uno sconto pari all'1% e può essere effettuato con qualsiasi altro mezzo. Essendo esclusa qualsiasi compensazione, eventuali detrazioni non precedentemente concordate per iscritto con il Fornitore saranno considerate come pagamenti non giunti a buon fine. In caso di mancato pagamento alla scadenza, il Fornitore applicherà di pieno diritto degli interessi di mora calcolati in base a un tasso annuo pari al 15% dell'importo tasse incluse delle fatture ancora da pagare. Inoltre, l'eventuale mancato pagamento alla scadenza comporta di pieno diritto, a titolo di penalità, una maggiorazione pari al 15% dell'importo tasse incluse delle fatture ancora da pagare, fatti salvi eventuali risarcimenti. Inoltre, conformemente alle disposizioni al D. Lgs. 231/2002, eventuali ritardi di pagamento comportano l'applicazione, di pieno diritto, di un indennizzo forfetario per le spese di recupero dell'importo di quaranta (40) euro per fattura non pagata alla scadenza. Se tali spese fossero superiori, l'importo di questo indennizzo sarà maggiorato delle reali spese di recupero. Nel caso alla scadenza concordata non venga effettuato l'integrale pagamento di quanto dovuto diverranno immediatamente esigibili gli importi portati da eventuali ulteriori fatture già emesse, ferma comunque l'applicazione dell'interesse di mora di cui sopra su tutti gli importi dovuti, rimossa e rinunciata sin d'ora ogni eccezione al riguardo da parte dell'Acquirente. Nel caso di mancato pagamento e/o nel caso di modifica delle condizioni di garanzia concesse dall'Acquirente, il Fornitore avrà facoltà di condizionare il proseguimento dell'esecuzione dell'ordine al pagamento in contanti o all'attuazione di garanzie dal Fornitore ritenute idonee. In mancanza, il Fornitore potrà annullare l'ordine senza diritto ad alcun indennizzo a favore dell'Acquirente. L'Acquirente accetta di ricevere le fatture in forma elettronica ad uno specifico indirizzo elettronico. Le fatture elettroniche sono considerate fatture originali ai sensi della normativa fiscale. L'esecuzione della fatturazione elettronica da parte del Fornitore non esonera l'Acquirente dai suoi obblighi legali e regolamentari relativamente alla ricezione e all'archiviazione da parte sua delle sue fatture elettroniche nel loro formato originale, delle firme elettroniche ad esse allegate, nonché dei certificati elettronici allegati al documento necessari per la verifica di tali firme; il Fornitore declina ogni responsabilità al riguardo.

**6. CONSEGNA** - Il termine di consegna indicato dal Fornitore al momento dell'ordine non lo vincola. In caso di ritardo nella consegna non è previsto alcun indennizzo. Salvo altrimenti specificato nel listino prezzi applicabile, la consegna è disciplinata dall'Incoterm CIP ("Carriage and Insurance Paid to" - Incoterms 2010) / Postage Paid, compresa l'assicurazione fino al luogo di consegna concordato.

**7. TRASFERIMENTO DEI RISCHI** – Il trasferimento dei rischi avviene alla consegna dei prodotti al corriere per la spedizione.

**8. RISERVA DI PROPRIETA'** – Il trasferimento della proprietà dei prodotti venduti è riferita al pagamento integrale del prezzo. L'Acquirente risponderà dei danni ai prodotti o provocati dagli stessi. I prodotti non potranno essere oggetto di pegno o di trasferimento di proprietà fino all'integrale pagamento. I prodotti in possesso dell'Acquirente si presumono impagati.

**9. RICEVIMENTO DELLA MERCE** – Ai fini della sua validità, ogni reclamo relativo ai prodotti dovrà essere riportato dall'Acquirente nella bolla di consegna dei prodotti, e successivamente confermato per lettera raccomandata a.r. nel termine di 8 (otto) giorni dalla scoperta al Fornitore ed al trasportatore, a pena di decadenza. Nel caso di reclamo accolto dal Fornitore, i prodotti dovranno essere custoditi dall'Acquirente ed il relativo corrispettivo sarà rideterminato dal Fornitore. Peraltro, ogni restituzione dei prodotti dovrà essere preventivamente concordata per iscritto con il Fornitore e dovrà avere luogo nel termine di 10 (dieci) giorni successivi al predetto accordo, a cura dell'Acquirente, senza che comunque ciò possa dare origine ad alcun indennizzo a favore dell'Acquirente. Nel caso di accordo del Fornitore sulla restituzione, i prodotti ordinati saranno sostituiti con prodotti dello stesso genere. In mancanza di sostituzione dei prodotti, la restituzione degli stessi comporterà il rimborso del prezzo tramite buono da utilizzarsi sugli acquisti futuri.

**10. RESPONSABILITA'** – Fatti salvi i casi di dolo o colpa grave, la responsabilità del Fornitore sarà limitata alla risarcimento del danno emergente diretto ed immediato subito dall'Acquirente, con l'esclusione del lucro cessante o di qualsiasi danno indiretto, inclusi, a titolo meramente esemplificativo e non esaustivo, perdita di fatturato, mancato utile, mancata conclusione o perdita di contratti, clienti, opportunità di affari o avviamento commerciale. Fatti salvi i limiti di legge, l'importo massimo di danni di qualsivoglia natura dovuti dal Fornitore all'Acquirente dovrà essere limitato, complessivamente, all'importo fatturato all'Acquirente per il relativo ordine.

**11. ECCEZIONE DI INADEMPIMENTO** – Ogni inadempimento dell'Acquirente alle obbligazioni risultanti dalle presenti Condizioni Generali di Vendita (in particolare, rifiuto di prendere in consegna la merce o mancato pagamento alla scadenza) comporterà di diritto la sospensione dell'esecuzione degli ordini in corso e l'esigibilità immediata del credito vantato dal Fornitore per l'intero importo.

12. (...)

**13. FORZA MAGGIORE** – La Forza Maggiore può essere invocata a giustificazione dell'inadempimento degli obblighi se la parte inadempiente ha informato l'altra parte del verificarsi di tale evento entro il termine di dieci giorni e con qualunque mezzo a disposizione. La causa di forza maggiore ai sensi del presente articolo esime la parte inadempiente dal pagamento dei danni, penalità ed altre sanzioni contrattuali, nonché degli interessi sulle somme dovute, fino a quando e nella misura in cui tale causa di forza maggiore sussista. Se la causa di forza maggiore continua a sussistere per più di 3 (tre) mesi, ciascuna parte avrà il diritto di risolvere il presente Contratto senza preavviso.

**14. PROPRIETA' INTELLETTUALE** – I prodotti venduti dal Fornitore sono distinti da marchi depositati e i disegni ed i modelli di tali prodotti sono protetti dalla normativa in materia di proprietà industriale. I predetti prodotti sono destinati ad essere commercializzati dall'Acquirente in un mercato che non pregiudichi la loro immagine. L'Acquirente non potrà utilizzare il marchio e/o i marchi relativi ai prodotti oltre a quanto autorizzato dal Fornitore, esclusivamente al fine di assicurare la commercializzazione di detti prodotti verso i consumatori. In particolare, l'Acquirente non dovrà in alcun caso riprodurre i marchi dei prodotti commercializzati dal Fornitore senza preventiva autorizzazione di quest'ultimo (in particolare l'Acquirente non potrà in alcun modo, a titolo esemplificativo non esaustivo, fare uso dei marchi come propria insegna, sulla propria carta intestata, su siti web, a titolo di denominazione sociale).

**15. VENDITE ON LINE** - L'Acquirente potrà procedere alla vendita dei prodotti via Internet solo se rispetterà i requisiti di qualità imposti dal Fornitore per la rivendita dei suoi prodotti via Internet e previo ottenimento della convalida, da parte del Fornitore, degli elementi visivi usati per presentare i prodotti recanti il marchio.

**16. REGOLAMENTO GENERALE SULLA PROTEZIONE DEI DATI** - I dati personali eventualmente richiesti dal Fornitore all'Acquirente sono indispensabili per la corretta elaborazione dell'ordine o per adempiere agli obblighi di legge. L'accesso ai dati personali sarà strettamente limitato ai dipendenti del Fornitore, che sono autorizzati a trattarli in base alle loro mansioni. Essi potranno, inoltre, essere comunicati a terzi legati al Fornitore da contratto per l'esecuzione di servizi in subappalto (es. corriere), senza che sia necessaria l'autorizzazione dell'Acquirente. I dati personali sono conservati per il tempo necessario all'esecuzione degli ordini e delle relative garanzie. L'Acquirente ha il diritto di accesso, rettifica, cancellazione e portabilità dei propri dati, nonché il diritto di opporsi al loro trattamento per motivi legittimi, contattando il responsabile del trattamento dei dati del Fornitore al seguente indirizzo e-mail: [dpo@grouperoyer.com](mailto:dpo@grouperoyer.com).

**17. LEGGE APPLICABILE** – Le presenti Condizioni Generali di Vendita e le vendite regolate dalle stesse sono disciplinate dalla legge francese, con espressa esclusione, per quanto occorra, della convenzione di Vienna del 1980 sulla vendita internazionale di merci.

**18. FORO COMPETENTE** - Per qualsiasi controversia che dovesse insorgere relativamente alla validità, interpretazione ed esecuzione delle presenti condizioni sarà competente in via esclusiva il Foro di Rennes (Francia).

Nome e funzione del firmatario :

Data di sottoscrizione :

Firma :

Timbro :

## AGB – PIOLA SAS

Die nachstehenden Allgemeinen Verkaufs- und Lieferbedingungen (nachstehend „AGB“) gelten für alle Verträge der PIOLA 30-32 rue Troyon 92310 Sevres (France) RCS Nanterre 525 162 087 (nachstehend „Verkäufer“) mit Unternehmern, juristischen Personen des öffentlichen Rechts und öffentlich-rechtlichen Sondervermögen (nachstehend „Käufer“). Sie gelten ab dem 01/12/2019 und ersetzen alle vorherigen Bedingungen.

**1. GELTUNGSBEREICH** – Vertragliche Leistungen und Angebote des Verkäufers erfolgen ausschließlich nach Maßgabe der nachfolgenden AGB. Mit Übermittlung einer Bestellung stimmt der Käufer vorbehaltlos der Einbeziehung dieser AGB in den mit dem Verkäufer zu schließenden Vertrag zu. Entgegenstehende, ergänzende oder abweichende Einkaufsbedingungen oder sonstige Einschränkungen des Kunden werden nicht anerkannt, es sei denn, der Verkäufer hat ihnen im Einzelfall ausdrücklich und schriftlich zugestimmt.

**2. BESTELLUNG** – Jede Bestellung des Käufers setzt die vorbehaltlose Annahme der Allgemeinen Geschäftsbedingungen voraus. Für Bestellungen in der „Vorsaison“ kann eine in den besonderen Bedingungen genannte Mindestanzahl von Paaren pro Referenz erforderlich sein. Jede Bestellung gilt erst nach schriftlicher Bestätigung durch den Lieferanten als von ihm angenommen. Die Bestätigung der Bestellungen durch den Lieferanten kann insbesondere untergeordnet werden: (a) der Verfügbarkeit der Produkte, die Gegenstand des Verkaufs sind, (b) dem Nachweis ausreichender Finanzsicherheiten durch den Käufer, wobei sich der Lieferant die Möglichkeit vorbehält, vom Käufer zu verlangen, ihm die buchhalterischen Unterlagen zu übermitteln, um seine Zahlungsfähigkeit zu bewerten, (c) oder der uneingeschränkten Einhaltung der Zahlungsbedingungen aus Anlass vorhergehender Bestellungen oder irgendeiner sonstigen Verpflichtung, die im vorliegenden Rahmen eingegangen wird.

**3. ÄNDERUNG / STORNIERUNG VON AUFTRÄGEN** – Der Käufer kann innerhalb von dreißig (30) Werktagen nach dem Beststellungsdatum die Bestellung schriftlich vollständig bzw. teilweise ändern oder diese stornieren. Das Schreiben muss innerhalb von dreißig (30) Werktagen beim Verkäufer eingehen. Storniert der Käufer eine Bestellung teilweise oder vollständig nicht fristgerecht, so hat er eine Entschädigung in Höhe von zwanzig (20) % des Nettopreises des stornierten Teils der Bestellung an den Verkäufer zu entrichten.

**4. PREIS** – Die bestellten Waren werden grundsätzlich zu den zum Zeitpunkt des Bestelleingangs gültigen Preisen geliefert. Der Verkäufer behält sich jedoch das Recht vor, den Kaufpreis bei einer unvorhersehbaren Erhöhung seiner Selbstkosten, wie z.B. eine Erhöhung der Material- oder Frachtkosten oder die Entwicklung des Wechselkurses, im entsprechenden Verhältnis zu erhöhen. In einem solchen Fall hat der Käufer das Recht, seine Bestellung innerhalb von 5 Werktagen nach Mitteilung der Preiserhöhung zu stornieren. Eine Änderung des Preises nach Eingang der Bestellung wird dem Käufer mündlich oder schriftlich mitgeteilt.

**5. ZAHLUNG** – Bestellungen sind innerhalb von 30 Tagen nach Rechnungsdatum rein netto zur Zahlung fällig. Die fälligen Rechnungsbeträge werden per SEPA-Firmenlastschriftverfahren eingezogen. Wenn der Käufer die Zahlung binnen einer Frist von 10 Tagen nach Rechnungsdatum leistet, wird ein Skonto von 1 % eingeräumt. Diese Zahlung kann der Käufer in jeder beliebigen Zahlungsform mit Ausnahme von Verrechnungen leisten. Im Falle eines Zahlungsverzugs wird unbeschadet der Geltendmachung weitergehender Schadensersatzansprüche ein Aufschlag in Höhe von 15 % des ausstehenden Betrags erhoben. Bei Zahlungsverzug kann von Rechts wegen zudem eine Verzugspauschale zur Deckung der Beitreibungskosten in Höhe von vierzig (40) Euro pro Verzugsfall erhoben werden. Die Pauschale ist jedoch auf Schadensersatzansprüche des Verkäufers anzurechnen, soweit diese Kosten der Rechtsverfolgung umfassen. Die Nichtbedienung einer Fälligkeit bewirkt die sofortige Fälligkeit aller sonstigen Rechnungen, auch wenn diese noch nicht fällig sein sollten. Bei Zahlungsverzug oder bei einer Änderung der gestellten Sicherheiten kann der Verkäufer für weitere noch nicht ausgeführte Bestellungen Lieferung gegen Barzahlung oder die Stellung ausreichender Sicherheiten fordern. Andernfalls ist der Verkäufer berechtigt, eine Bestellung des Käufers entschädigungslos zu stornieren. Der Käufer damit einverstanden, die Rechnungen unter einer spezifischen E-Mail-Adresse in elektronischer Form zu erhalten. Die elektronischen Rechnungen werden im Sinne der französischen Steuervorschriften als Originalrechnungen betrachtet. Die Einrichtung der elektronischen Rechnungslegung durch den Lieferanten befreit den Käufer nicht von seinen gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Verpflichtungen im Zusammenhang mit dem Eingang und der Archivierung seiner elektronischen Rechnungen in ihrem Originalformat, der damit verbundenen elektronischen Signaturen sowie der im Anhang an das Dokument beigefügten elektronischen Zertifikate, die für die Prüfung dieser Signaturen erforderlich sind, sodass der Lieferant in diesem Rahmen jedwede Haftung ablehnt.

**6. LIEFERUNG** - Die vom Lieferanten zum Zeitpunkt der Bestellung angegebene Lieferfrist ist als unverbindlich zu betrachten. Im Fall eines Lieferverzugs können keine Schadensersatzansprüche geltend gemacht werden. Vorbehaltlich gegenteiliger Hinweise in der geltenden Preisliste erfolgt die Lieferung nach Incoterm CIP („Carriage and Insurance Paid to“) - Incoterms 2010 / Porto bezahlt und inkl. Versicherung bis zum vereinbarten Lieferort.

**7. GEFAHRENÜBERGANG:** Der Gefahrenübergang erfolgt mit der Übergabe der Produkte an das Transportunternehmen zum Zwecke des Versands.

**8. EIGENTUMSVORBEHALTSKLAUSEL** – Die Waren gehen erst dann in das Eigentum des Käufers über, wenn dieser seine gesamten Verbindlichkeiten aus der Geschäftsverbindung, einschließlich Saldoforderungen aus Kontokorrent, Nebenforderungen, Schadenersatzansprüche und Einlösungen von Schecks und Wechseln, erfüllt hat. Der Käufer ist verpflichtet, die Vorbehaltsware für den Verkäufer sorgfältig zu verwahren und sie in dem von einem sorgfältigen Kaufmann zu verlangenden Rahmen auf eigene Kosten zum Neuwert gegen Abhandkommen und Beschädigung zu versichern. Der Käufer tritt dem Verkäufer seine Ansprüche aus den Versicherungsverträgen hiermit im Voraus ab. Der Verkäufer ist berechtigt, ohne Nachfristsetzung und ohne Rücktritt vom Vertrag die Vorbehaltsware vom Käufer herauszuverlangen, falls dieser mit der Erfüllung seiner Verpflichtungen im Verzug ist. In der Rücknahme der Vorbehaltsware liegt ein Rücktritt vom Vertrag nur dann, wenn wir dies ausdrücklich schriftlich erklären und die gesetzlichen Voraussetzungen für den Rücktritt vorliegen. Der Käufer ist bis auf Widerruf berechtigt, die unter Eigentumsvorbehalt stehenden Waren im ordnungsgemäßen Geschäftsgang weiter zu veräußern. Der Käufer tritt bereits jetzt sicherungshalber die hieraus entstehende Forderung gegen den Erwerber an den dies annehmenden Verkäufer ab. Der Verkäufer ermächtigt den Käufer widerruflich, die an den Verkäufer abgetretenen Forderungen im eigenen Namen einzuziehen. Der Verkäufer verpflichtet sich, die Forderung nicht einzuziehen, solange der Käufer seinen Zahlungsverpflichtungen nachkommt und der Verkäufer den Eigentumsvorbehalt nicht durch Ausübung des Rücktrittsrechts oder des Herausgabeverlangens geltend macht (Verwertungsfall). Im Verwertungsfall kann der Verkäufer verlangen, dass der Käufer dem Verkäufer die abgetretenen Forderungen und deren Schuldner bekannt gibt und alle zum Einzug erforderlichen Informationen und Unterlagen verschafft sowie den Schuldnern die Abtretung mitteilt. Ferner ist der Verkäufer in diesem Fall berechtigt, die Befugnis des Käufers zur weiteren Veräußerung der unter Eigentumsvorbehalt stehenden Waren zu widerrufen. Über

Zwangsvollstreckungsmaßnahmen Dritter in die Vorbehaltsware hat der Käufer den Verkäufer unverzüglich unter Angabe der für sein Einschreiten notwendigen Unterlagen (z.B. Zwangsvollstreckungsprotokoll, Protokoll der eidesstattlichen Versicherung) zu unterrichten; dies gilt auch für Beeinträchtigungen der Vorbehaltsware sonstiger Art. Unabhängig davon hat der Kunde bereits im Vorhinein die Dritten auf die an der Ware bestehenden Rechte hinzuweisen.

**9. ANNAHME** – Der Käufer ist zur Schadensanzeige äußerlich erkennbarer Schäden des Transportgutes unmittelbar bei Ablieferung gegenüber dem Spediteur verpflichtet. Ferner gilt § 377 HGB mit folgenden Maßgaben: Eine Reklamation bezüglich der Produkte muss auf dem Lieferschein der Waren vermerkt werden und anschließend dem Verkäufer per Einschreiben mit Rückschein innerhalb von drei Werktagen nach Ablieferung zugesandt werden. Ist die gelieferte Ware mangelhaft, kann der Käufer als Nacherfüllung nach seiner Wahl zunächst die Beseitigung des Mangels (Nachbesserung) oder die Lieferung einer mangelfreien Sache (Ersatzlieferung) leisten. Schlägt die Nacherfüllung fehl, kann der Käufer den Kaufpreis mindern oder vom Vertrag zurücktreten. Im Fall des Rücktritts wird der bereits gezahlte Kaufpreis in Form einer Gutschrift für spätere Bestellungen rückvergütet. Die Kosten für die Rücksendung der Ware übernimmt der Verkäufer nur, wenn die Ware tatsächlich mangelhaft ist. Vor einer Rücksendung mangelhafter Ware hat sich der Käufer mit dem Verkäufer abzustimmen.

**10. HAFTUNG** - Der Verkäufer haftet unbeschränkt für vorsätzlich oder grob fahrlässig verursachte Schäden. Im Fall der Verletzung des Lebens, des Körpers oder der Gesundheit haftet der Verkäufer unabhängig vom Grad des Verschuldens ebenfalls unbeschränkt. Im Übrigen haftet der Verkäufer nur, soweit er eine wesentliche Vertragspflicht (sog. Kardinalpflicht) verletzt hat. Als wesentliche Vertragspflichten werden dabei abstrakt solche Pflichten bezeichnet, deren Erfüllung die ordnungsgemäße Durchführung des Vertrages überhaupt erst ermöglicht und auf deren Einhaltung der Käufer regelmäßig vertrauen darf. In diesen Fällen ist die Haftung auf den Ersatz des vorhersehbaren, typischerweise eintretenden Schadens beschränkt. Die vorstehende Haftungsbeschränkung gilt auch für die persönliche Haftung der Mitarbeiter, Erfüllungs- und Vertretungsgesetzten, Vertreter und Organe des Verkäufers. Die Haftung nach dem Produkthaftungsgesetz bleibt unberührt.

**11. EINREDE DER NICHTERFÜLLUNG** – Solange der Käufer fällige vertragliche Pflichten nicht erfüllt (insbesondere Zahlungs- oder Abnahmepflichten), hat der Verkäufer das Recht, seinerseits die Lieferung von bestellten Waren, gleich aus welcher Bestellung, zu verweigern.

12. (...)

**13. HÖHERE GEWALT** - Zur Rechtfertigung der Nichterfüllung ihrer vertraglichen Verpflichtungen kann sich eine säumige Partei dann auf höhere Gewalt berufen, wenn sie die andere Partei innerhalb von zehn Tagen auf beliebigem Wege über den Eintritt eines solchen Ereignisses höherer Gewalt unterrichtet. Die Pflichten der Parteien leben wieder auf, sobald das der Geltendmachung eines Falles höherer Gewalt zugrunde liegende Ereignis nicht mehr existent ist. Falls die Situation der höheren Gewalt mehr als drei Monate andauert, oder falls der Verkauf endgültig unmöglich ist, wird die Bestellung infällig.

**14. GEISTIGES EIGENTUM** - Die vom Verkäufer verkauften Produkte sind durch eingetragene Marken geschützt, sodass Muster und Modelle dieser Produkte durch die Vorschriften zum geistigen Eigentum geschützt sind. Diese Produkte sind für den Verkauf durch den Käufer bestimmt, wobei Letzterer hierzu ein Umfeld bereitstellt, das dem Image der Produkte nicht abträglich ist und das allein dem Vertrieb dieser Produkte an die Endkunden vorbehalten ist. Der Käufer darf die Marke(n) dieser Produkte nur im Rahmen der ihm vom Lieferanten erteilten Genehmigungen nutzen. Insbesondere darf er die Marken aus dem Angebot des Lieferanten ohne dessen vorherige Einwilligung in keinem Falle reproduzieren. Insbesondere hat der Käufer darauf zu verzichten, diese Marke(n) in seinem Firmenlogo, auf seinen Visitenkarten, einer URL im Internet oder als Firmenname u. Ä. zu führen).

**15. INTERNETVERKAUF** - Der Käufer darf die Produkte nur dann über das Internet verkaufen, wenn er die vom Lieferanten für den Wiederverkauf seiner Produkte im Internet festgelegten Qualitätsstandards einhält und er vom Lieferanten eine Freigabe der die Produkte mit der Marke begleitenden Abbildungen erhalten hat.

**16. ANWENDBARES RECHT** - Sämtliche Rechtsbeziehungen zwischen dem Verkäufer und dem Kunden unterliegen ausschließlich französisches Recht, unter Ausschluss der Wiener Konvention der Vereinten Nationen über Internationale Warenkaufverträge (CISG) vom 11. April 1980. Bei übersetzten Texten ist allein die französische Version maßgeblich.

**17. DATENSCHUTZ-GRUNDVERORDNUNG:** Die personenbezogenen Daten, die der Lieferant ggf. vom Käufer einholt, sind für die reibungslose Bearbeitung der Bestellung und die Einhaltung der gesetzlichen Verpflichtungen unverzichtbar. Der Zugriff auf die personenbezogenen Daten wird ausdrücklich auf die Mitarbeiter des Lieferanten, die aufgrund ihrer Funktionen zur Verarbeitung derselben befugt sind, beschränkt. Sie können ferner an Dritte übertragen werden, die an den Lieferanten mit einem fremdvergebenen Vertrag zur Erbringung von Dienstleistungen gebunden sind (z.B. Transportunternehmen), ohne dass die Genehmigung des Käufers erforderlich ist. Die personenbezogenen Daten werden während der für die Ausführung der Bestellung und der damit verbundenen Garantien erforderlichen Zeit aufbewahrt. Der Käufer verfügt über ein Zugangs-, Berichtigungs-, Löscho- und Übertragbarkeitsrecht seiner Daten sowie – aus gerechtfertigten Gründen – über ein Widerspruchsrecht gegen die Verarbeitung, indem er sich an den beim Lieferanten für die Verarbeitung Verantwortlichen unter der nachstehenden E-Mail-Adresse wendet: [dpo@grouperover.com](mailto:dpo@grouperover.com).

**18. GERICHTSSTAND** - Ausschließlicher Gerichtsstand für sämtliche Streitigkeiten zwischen den Parteien bezüglich der AGB oder der sich daraus ableitenden Vertragsabschlüsse einschließlich der Streitigkeiten bezüglich ihrer Rechtsgültigkeit, Auslegung, Erfüllung oder Kündigung ist Rennes (Frankreich). Dies gilt auch für Dringlichkeitsverfahren oder Verfahren zur Rechtssicherung per einstweiliger Anordnung oder auf Gesuch. Der Verkäufer ist jedoch in allen Fällen auch berechtigt, Klage am allgemeinen Gerichtsstand des Käufers zu erheben.

**19. SALVATORISCHE KLAUSEL** – Sollten einzelne Bestimmungen des Vertrags zwischen Verkäufer und Käufer einschließlich dieser AGB ganz oder teilweise nichtig oder unwirksam sein oder werden, so wird hierdurch die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen nicht berührt. Eine wirksame Regelung haben die Parteien durch eine solche Regelung zu ersetzen, die dem wirtschaftlichen Zweck der unwirksamen Regelung am nächsten kommt und wirksam ist.

Name & Funktion :

Datum : / /

Unterschrift :

Firmenstempel :

# IBAN

PRINCIPAL COMPTE BANCAIRE – PAIEMENTS EN EUROS  
MAIN BANK ACCOUNT – PAYMENT IN EUROS

## RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE - IBAN

	Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé
<b>RIB FRANCE</b>	13606	00105	46322766505	30
<b>IBAN ETRANGER</b>	FR76 1360 6001 0546 3227 6650 530			<b>BIC</b> AGRIFRPP836
<b>Domiciliation</b>	<b>Nom et adresse du titulaire</b>			
CTRE AFFAIR CORPO(00105)	S.A.S. PIOLA			
<b>Tél :</b> 0299033664	30 32 RUE TROYON			
	92310 SEVRES			